

	http://www.sud-recherche.org http://www.solidaires.org	31 janvier 2006
---	--	-----------------

Pouvoir d'achat en baisse, Précarité en hausse Dans le public comme dans le privé, développons la résistance !

Chacun-e le constate, le gouvernement accentue chaque jour ses attaques contre les services publics et ses agents

Dans notre secteur de la recherche il a déjà mis en place, en dehors de tout cadre législatif, une grande partie des leviers essentiels d'une réforme autoritaire et libérale qui ne peut conduire qu'à l'aggravation de la précarité et à l'abandon des missions de service public, c'est-à-dire au service de l'intérêt général. Il entend consacrer cette orientation dans un faux "pacte pour la recherche", déjà voté par le Sénat en décembre et bientôt à l'Assemblée Nationale¹...

Côté salaires, tous les agents de la Fonction Publique sont à nouveau floués et méprisés, avec pour toute mesure de revalorisation salariale : + 0,5 % en juillet 2006 et + 0,5 % en février 2007, et une consolante d'un point d'indice pour tous en novembre prochain... alors que le retard pris ces 5 dernières années par rapport aux prix est de l'ordre de 30 points d'indice pour un revenu moyen (2000 euros), et que le gouvernement évalue lui-même l'inflation à + 1,8 % pour l'année 2006 ! Seuls ceux qui ont un avancement ou une promotion arrivent péniblement à maintenir leur pouvoir d'achat... ce qui est la négation de l'idée même de promotion ! Quant aux autres (les plus nombreux), ils ne cessent de perdre du pouvoir d'achat...

Sur le front de l'emploi, c'est la multiplication des CDD, dans un non-respect généralisé du principe - pourtant inscrit dans la loi (statut de la Fonction Publique) - selon lequel un emploi permanent doit être occupé par un fonctionnaire titulaire... Dans les EPST, les CDD se multiplient et servent beaucoup plus à combler le manque de personnels permanents qu'à répondre à des besoins ponctuels (remplacements...) : aux post-docs et CDD dits « d'accueil de haut niveau » financés par le ministère de la recherche, s'ajoutent les post-docs (encore plus nombreux) et les CDD sur conventions financés sur les ressources propres des établissements... Rien que les projets retenus en 2005 par l'ANR (Agence Nationale de la Recherche), pour sa première année de fonctionnement, engendrent le recrutement de 3000 CDD supplémentaires dans la recherche publique ! **Le saucissonnage de l'activité de recherche par projets financés au coup par coup sur appels d'offres (projets européens, ANR...) institutionnalise la précarité comme mode « normal » de l'emploi dans la recherche publique.**

Et les directions d'organismes vont parfois au-devant de cette course à la flexibilité impulsée par le gouvernement... qui permet aussi, le cas échéant, de proposer des rémunérations « à la tête du client » ! La Direction de l'INRA a annoncé lors du CTP du 12 janvier dernier qu'elle envisageait de recruter des CDD sur 48 postes de titulaires disponibles en 2006 (en CR, IR, IE) plutôt que de les ouvrir au concours !! Une véritable provocation, sur laquelle les syndicats espèrent faire revenir la Direction...

Dans le privé, patronat et gouvernement veulent déréglementer totalement le droit du travail

Dans le secteur privé, des salariés sont soumis au chantage du patronat, qui n'hésite pas à remettre en cause la réduction du temps de travail pour consolider ses bénéfices dans le cadre de la mondialisation libérale.

Le gouvernement met tout son poids pour servir les désirs du patronat : sous couvert de lutte contre le chômage, il s'applique en réalité, par touches successives, à démanteler toutes les garanties du Code du Travail. Après avoir imposé par ordonnance le 2 août 2005 le Contrat Nouvelle Embauche (CNE), le gouvernement est impatient d'aller plus loin : en ce début février, il entend faire passer en force la création du « contrat première embauche » (CPE) qui, pour les jeunes de moins de 26 ans, étend à toutes les entreprises (et pas seulement celles de moins de 20 salariés) les dispositions du CNE, à savoir la possibilité

¹ L'examen du texte devait avoir lieu les 31 janvier, 1^{er} et 2 février à l'Assemblée Nationale, après déclaration d'urgence du gouvernement pour que les débats soient les plus réduits possibles ! Mais il a trouvé qu'il y avait encore plus urgent aujourd'hui : faire voter à la hussarde l'instauration du CPE !

offerte aux patrons de licencier le salarié sans justification, à tout moment, au cours des deux premières années !

Quant aux demandeurs d'emploi, ils subissent la dégradation continue des prestations, la chasse à la radiation et ont pour horizon l'avenir radieux du RMI et des restos du cœur... à moins qu'ils trouvent un stage, un CDD fonction publique, un CPE ou un CNE pour quelques mois... L'idéal de modernité, le modèle de société que l'on offre à nos enfants : le retour au XIXème siècle !

Chacun-e le ressent, seule une mobilisation d'ensemble et unitaire sera capable de faire face à ces attaques frontales

Le **jeudi 2 février**, les agents de la fonction publique sont appelés à une journée nationale de grève et de manifestations pour dénoncer les mesures salariales indécentes que le gouvernement entend appliquer sur 2006 et 2007. Appel auquel les organisations syndicales de la recherche se sont jointes. Un appel interprofessionnel et des organisations d'étudiants et lycéens contre le CPE est lancé pour le **mardi 7 février**. Et dans notre secteur, à la fin du mois de février (si la date est confirmée), lorsque la loi "recherche" sera soumise à l'Assemblée Nationale, il faudra aussi trouver les moyens de signifier notre profond désaccord avec cette entreprise de démolition de la Recherche Publique...

Toutes ces expressions de révolte sectorielles, décidées indépendamment, sont salutaires et nous appelons les personnels et étudiants à les soutenir et y participer le plus activement possible.

Mais à se battre les uns après les autres, on risque de perdre les uns après les autres, si on en restait là, tant le pouvoir actuel est déterminé. Il faut aller plus loin et construire, dans la durée, un mouvement d'ensemble qui puisse s'opposer à la stratégie du gouvernement de division et de mise en concurrence : Salariés/Chômeurs, Privé/Public, Jeunes/Anciens, Français/Immigrés...

La grève Fonction Publique et les manifestations du 2 février doivent être l'occasion d'ouvrir ce front de résistance, en faisant le lien entre toutes les mesures du gouvernement, qui méprise ses agents, casse les services publics, démantèle le statut de la Fonction Publique et le Code du Travail, et stigmatise les chômeurs et les immigrés.

Participons massivement à la journée d'action du 2 février et, si nous le pouvons, participons aussi, avec les jeunes et le secteur privé, aux manifestations du 7 février contre l'instauration du CPE.

Et préparons-nous à exprimer notre opposition au « Pacte pour la Recherche » (confection de banderoles, affichettes, préparation de rassemblements lors du premier jour de l'examen de la loi à l'AN – pour l'instant fixé au 28 février)...

En région parisienne :

**MANIFESTATION le JEUDI 2 février 2006 à 14h
de République à Opéra**

*Autres régions : voir localement avec les syndicats
signataires*

Pour des informations et des analyses plus détaillées sur les « négociations » Fonction Publique, le CPE, et autres dossiers « chauds » (résurrection de la directive « Bolkestein ») rendez-vous sur le site de l'Union Syndicale Solidaires <http://www.solidaires.org/>